

***BULLETIN OFFICIEL DES ARMEES***



**Edition Chronologique**

PARTIE PERMANENTE  
Administration Centrale

**INSTRUCTION N° 179-654/PM/6**

portant codification des dispositions prises pour l'application du décret n° 47/1956 du 9 septembre 1947 portant règlement provisoire des droits des membres de la résistance intérieure française.

*Du 7 novembre 1953*

**INSTRUCTION N° 179-654/PM/6 portant codification des dispositions prises pour l'application du décret n° 47/1956 du 9 septembre 1947 portant règlement provisoire des droits des membres de la résistance intérieure française.**

*Du 7 novembre 1953*

---

*Pièce(s) Jointe(s) :*

Deux annexes et quatre imprimés répertoriés.

*Texte abrogé :*

Voir Article 2.

*Classement dans l'édition méthodique :* BOEM 308.2.4.

*Référence de publication :* BOEM/G 315, p. 354.

---

**CHAPITRE PREMIER.  
OBJET DE L'INSTRUCTION DOCUMENTS ABROGÉS.**

Article premier.

**Objet de l'instruction.**

La présente instruction a pour objet de codifier les dispositions concernant l'application du décret 47-1956 du 09 septembre 1947 (N.i. BO ; JO du 9 octobre, p. 10068) portant règlement provisoire des droits des membres de la résistance intérieure française.

Elle reproduit, *in extenso*, chaque fois que les nécessités de la codification l'ont permis, les textes qu'elle remplace <sup>(1)</sup>.

Elle ne saurait donc de la sorte et en aucun cas ouvrir de droits nouveaux.

Article 2.

**Documents abrogés.**

Sont abrogés les documents suivants :

- l'instruction n° 437/CAB/CIV/CC du 17 octobre 1947, fixant les conditions de reconnaissance des mouvements de la résistance clandestine et de l'homologation de leurs membres ;
- l'instruction n° 449/CAB/CIV/CC du 21 octobre 1947, fixant les conditions d'application du décret du 09 septembre 1947 , portant règlement provisoire des droits des membres de la résistance intérieure française, modifiée par l'additif n° 2614/FFCI/Adm. du 23 décembre 1947 ;
- la circulaire n° 235/CAB/FA/FFCI du 5 février 1948 fixant les modalités de règlement des droits des membres de la résistance intérieure française ;
- la circulaire n° 382/CAB/FA/FFCI du 18 février 1948 relative au règlement des droits des membres de la RIF.

**CHAPITRE II.  
RECONNAISSANCE DES MOUVEMENTS DE LA RIF.**

A)

**Définition des mouvements RIF.**

Art. 3. Sont définis comme mouvements de la résistance clandestine tous mouvements ou organisations constitués en vue d'une action visant à la libération de la patrie, qui ont mené la lutte contre l'ennemi ou le gouvernement de fait se disant Gouvernement de l'Etat français sur le territoire métropolitain.

B)

**Procédure de la reconnaissance des mouvements RIF.**

Art. 4. Les mouvements de la résistance clandestine sont reconnus par arrêté (2) du secrétaire d'Etat à la guerre pris après avis de la commission nationale de la résistance intérieure française. La période d'activité des mouvements homologués est fixée pour chacun d'eux par décision du secrétaire d'Etat à la guerre.

C)

**De la commission nationale RIF.**

Article 5.

**Composition.**

La composition de la commission est fixée par décision du secrétaire d'Etat à la guerre sur proposition du directeur du personnel de l'armée de terre. En vue de hâter ses travaux la commission peut se subdiviser en plusieurs sous-commissions.

Article 6.

**Attributions.**

Elle a pour attributions :

1. D'étudier la reconnaissance des mouvements et de proposer la reconnaissance de ces mouvements. Les dossiers des mouvements sont transmis pour homologation au secrétaire d'Etat à la guerre.
2. De proposer la désignation des liquidateurs des mouvements reconnus.
3. De proposer des grades fictifs à attribuer aux membres des mouvements reconnus, ainsi qu'aux isolés, en vue de la liquidation de leurs droits. Cette attribution fera l'objet d'arrêtés du secrétaire d'Etat à la guerre.
4. De donner son avis quant à l'opportunité de délivrer le certificat d'appartenance aux agents ayant appartenu aux mouvements et aux organisations de la Résistance, ainsi qu'aux agents isolés, dans les conditions prévues à la présente instruction.

**CHAPITRE III.**

**HOMOLOGATION DES MEMBRES DES MOUVEMENTS DE LA RIF.**

Article 7.

**Conditions à remplir.**

L'homologation des membres appartenant aux mouvements reconnus comme il est dit ci-dessus ainsi que les membres isolés, portera sur tous ceux qui, ayant pris une part active sur le territoire métropolitain à la lutte contre l'occupant, ont été internés ou déportés par l'ennemi ou par le gouvernement de fait, ou ont été tués en service, ou ont été atteints d'infirmités résultant soit de blessures, soit de maladies contractées ou aggravées par suite d'événements de guerre, ou par le fait ou à l'occasion du service, ou ont succombé à leurs blessures, où sont morts au cours, ou des suites de leur internement, ou de leur déportation du fait d'actes de résistance.

*Section .1.*  
**Cas des personnels ayant déjà la qualité FFI ou FFC**

Art. 8 Toute personne remplissant les conditions prévues par le décret 366 du 25 juillet 1942 (BOEM/G 315, p. 88) sur le statut *FFC* et le décret du 20 septembre 1944 (BO/A, p. 945) sur le statut des *FFI* ne peut pour la période où les conditions de ces statuts sont réalisées, prétendre au bénéfice des dispositions du décret du 09 septembre 1947 (N.i. BO ; JO du 9 octobre, p. 10068).

Les membres de la Résistance, déportés, internés et décédés qui ont déjà été homologués à titre *FFI* ou *FFC* ne peuvent l'être pour la même période au titre de la *RIF*. L'homologation des membres de la *RIF* est soumise à une vérification préalable aux fichiers *FFI* et *FFC* du bureau liquidateur *FFCI* de l'administration centrale, afin d'écarter les dossiers qui ont été homologués antérieurement à un autre titre.

Toutefois, le fichier central *FFI* ne possède pas la liste des membres des *FFI* de la catégorie déportés, internés et décédés n'ayant obtenu aucun grade réel ou d'assimilation (1<sup>re</sup> et 2<sup>e</sup> classe), puisque cette homologation a été prononcée à l'échelon régional en application des instructions en vigueur.

Il en résulte que des dossiers présentés au titre de la *RIF* risquent d'être homologués à nouveau, alors qu'ils ont déjà été homologués à l'échelon régional au titre *FFI*.

En conséquence, il conviendra de prendre toutes dispositions pour que le double des fiches concernant les membres *FFI* de la catégorie C 2 n'ayant détenu aucun grade réel ou d'assimilation (1<sup>re</sup> ou 2<sup>e</sup> classe) soit transmis d'urgence à la direction du personnel militaire de l'armée de terre, 6<sup>e</sup> bureau, afin de permettre la mise à jour du fichier central concernant les déportés, internés, décédés ou disparus détenant un grade inférieur à celui de caporal.

**CHAPITRE IV**  
**ATTRIBUTION DES GRADES FICTIFS**

*Section .1.*  
**Conséquences de l'attribution d'un grade fictif**

Art. 9 L'attribution de grades fictifs aux membres de la Résistance en vue de la liquidation de leurs droits est effectuée après avis de la commission nationale de la résistance intérieure française et sur proposition de la direction du personnel militaire de l'armée de terre. Elle ne confère aucun droit au statut d'officiers, soit dans l'armée, soit dans les réserves.

*Section .2.*  
**Conditions à remplir**

Art. 10 L'attribution des grades fictifs ne s'applique qu'à ceux remplissant les conditions fixées au paragraphe A du chapitre III de la présente instruction.

*Section .3.*  
**Critérium de base des grades à homologuer**

Art. 11 Les grades d'assimilation fictifs, attribués en vue de la liquidation administrative des droits des membres de la résistance intérieure française, sont basés sur les fonctions et responsabilités exercées pendant la période clandestine.

*Section .4.*  
**Importance des grades à attribuer**

Art. 12 Le tableau ci-après doit être considéré comme indicatif :

|               |  |
|---------------|--|
| Chef national |  |
|---------------|--|

|   |                                |
|---|--------------------------------|
|   | Colonel ou lieutenant-colonel. |
| Chef régional   | Commandant.                    |
| Chef départemental  | Capitaine.                     |
| Chef d'un secteur local   | Lieutenant ou sous-lieutenant. |
| Autres fonctions dans le cadre des mouvements n'entraînant pas une responsabilité équivalente aux fonctions ci-dessus | Sous-officiers et soldats.     |

Dans le cas où les fonctions remplies justifieraient une assimilation à un grade supérieur à celui prévu par le tableau ci-dessus, le secrétaire d'État à la guerre statue sur proposition de la commission nationale de la résistance intérieure française.

#### *Section .5.*

#### ***Notification des décisions d'homologation de grades***

Art. 13 Les décisions portant homologation d'un grade fictif au titre de la *RIF* aux personnes susceptibles de bénéficier d'une pension sont notifiées aux intéressés sous la forme prévue aux modèles N° 315/015 et N° 315/015 bis <sup>(3)</sup> annexés à la présente instruction.

### **CHAPITRE V RECONNAISSANCE DES SERVICES EFFECTUÉS AU TITRE DE LA RÉSISTANCE INTÉRIEURE FRANÇAISE.**

#### *Section .1.*

#### ***Certificat d'appartenance***

Art. 14 Les services accomplis par les membres de la résistance intérieure française visés par le décret du 09 septembre 1947 sont constatés dans un certificat d'appartenance à la résistance intérieure française conforme au modèle N° 315/016 <sup>(4)</sup> annexé à la présente instruction et qui comporte :

- a). La date d'origine des services qui est la date d'engagement et la date de fin de service qui ne peut être postérieure à la date de la libération du territoire. Pour les déportés rapatriés, la date de fin de service ne peut être postérieure à la date de leur rapatriement ;
- b). La date d'arrestation de l'intéressé et sa date de rapatriement ;
- c). Éventuellement, la date de décès de l'intéressé ;
- d). L'indication du mouvement de résistance homologué par la commission nationale et dont la liste est publiée au *Journal officiel* ou, le cas échéant, la mention « Isolé » <sup>(5)</sup> ;
- e). L'indication du grade d'assimilation fictif.

Le certificat d'appartenance à la résistance intérieure française est délivré par la direction du personnel militaire de l'armée de terre à l'exclusion de tout autre organisme. Il constitue la pièce de base servant à la liquidation des droits pécuniaires des intéressés.

*Section .2.*

***Nature des services reconnus au titre de la RIF***

Art. 15 Les services reconnus au titre de la *RIF* ne sont pas des services militaires et en conséquence n'ouvrent pas droit à campagne.

**CHAPITRE VI**

**LIQUIDATION DES DROITS DES MEMBRES DE LA RÉSISTANCE INTÉRIEURE FRANÇAISE.**

*Section .1.*

***Droits à solde et aux accessoires de solde pour les FFI et les FFC***

Art. 16 Les conditions d'obtention de ces droits fixées :

- par l' instruction 1875 FFCI/Adm. du 24 septembre 1947 (BO/A, p. 2436) ;
- par l' instruction 2397 SEFAG/AC/E-MP du 03 février 1950 (BO/A, p. 2483) ;
- et par la circulaire 04-5 S/Int. du 15 janvier 1947 (BOEM/G 315, p. 325) sont applicables aux membres de la *RIF* et à leurs ayants cause.

Toutefois, les membres de la Résistance intérieure française qui ont déjà été homologués à titre *FFC* ou *FFI* ne pouvant l'être pour la même période à titre de la *RIF*, le paiement de la solde de captivité due aux intéressés est subordonné à une déclaration conforme au modèle N° 316/017 <sup>(6)</sup> et précisant qu'ils ne l'ont pas déjà perçue à un autre titre. Il appartient par ailleurs au *CAT* de procéder à toute vérification jugée utile.

*Section .2.*

***Droit à pension***

Art. 17 Les conditions d'obtention de ces droits sont fixées par l' ordonnance 45-321 du 03 mars 1945 (BO/G, p. 217) et par la circulaire n° 1230/Cab./FFCI du 28 mai 1948 (BO/G, p. 1689 ; BO/A, p. 1412) modifiée.

*Section .3.*

***Mention « Mort pour la France »***

Art. 18 La procédure de l'obtention de la qualification « Mort pour la France » est la même que celle prévue pour les *FFI* [Voir l'article 32 de l' instruction 178718 PM/6 du 05 novembre 1953 (BOEM/G 315, p. 233).]

---

(1) Les références de la codification entreprise font l'objet des annexes I et II de la présente instruction.

(2) Se reporter à l' arrêté du 09 juillet 1948 (BO/A, p. 2015) et aux arrêtés ultérieurs, en notant qu'en application du décret 50-1490 du 30 novembre 1950 (BO/G, p. 3684) relatif à la clôture des listes d'homologation des mouvements de la résistance intérieure française, il n'est plus procédé, depuis le 15 décembre 1950, à l'homologation de mouvements au titre de la résistance intérieure française.

(3) Actuellement 308\*/29 et 308\*/30.

(4) Actuellement 308\*/31.

(5) Voir plus haut la liste de ces mouvements.

(6) Actuellement 308\*/32.

**ANNEXE I**  
**CORRESPONDANCE DES TEXTES AVEC L'INSTRUCTION CODIFIÉE (1)**

| Dénomination du texte ancien                       | Différentes parties du texte ancien | Article de référence du texte codifié | Observations  |
|--|-------------------------------------|---------------------------------------|---|
| Instruction no 437/Cab./Civ. du 17 octobre 1947.   | Titre Ier                           | Article 3.                            |   |
|  | Titre II, alinéas 1 et 2            | Article 7.                            |   |
|  | Titre II, alinéa 3                  | Article 8 (alinéa 1).                 |   |
| Instruction no 449/Cab./Civ. du 21 octobre 1947.   | Titre Ier, alinéa 1                 | Article 9.                            |   |
|  | Titre Ier, alinéa 2                 |                                       | Non reproduit comme étant sans objet.                         |
|  | Titre Ier, alinéa 3                 | Article 5.                            |   |
|  | Titre Ier, alinéas 4 à 7            | Article 6.                            |   |
|  | Titre Ier, alinéa 8                 | Article 5.                            |   |
|  | Titre Ier, alinéa 9                 |                                       | Non reproduit comme étant sans objet.                         |
|  | Titre Ier, alinéa 10                |                                       | Non reproduit, abrogé par le modificatif du 23 décembre 1947. |
|  | Titre Ier, alinéa 11                |                                       | Non reproduit comme étant sans objet.                         |
|  | Titre Ier, alinéa 12                | Article 11.                           |   |
|  | Titre Ier, alinéas 13 et 14         | Article 12.                           |   |
|  | Titre II                            | Article 14.                           |   |
|  | Titre III                           |                                       | Non repris comme étant sans objet.                            |
| Additif no 2614 FFCI/Adm. du 23 décembre 1947.     |                                     | Article 7.                            |   |
| Circulaire no 235/Cab./FA/FFI du 5 février 1948.   |                                     | Articles 16 (alinéa 1) et 17.         |   |
| Circulaire no 382/Cab./FA/FFCI du 18 février 1948. | Alinéa 1                            |                                       | Non reproduit comme étant sans objet.                         |
|  | Alinéas 2, 3, 4 et 5, 1o            | Article 8 (alinéas 2 à 6).            |   |
|  | Alinéa 5, 2o                        | Article 16 (alinéa 2).                |   |
|  | Alinéas 6 et 7                      |                                       | Non reproduit comme étant sans objet.                         |

---

(1) Cette annexe est présentée à titre documentaire et à l'unique attention des organismes de l'administration centrale chargés de conserver les volumes anciens archivés.



## ANNEXE II (1)

|    | <b>Correspondance des articles de l'instruction codifiée avec les textes anciens</b>   |
|----|--|
| 1  | <i>Article 1.</i> — Disposition nouvelle (but de l'instruction).   |
| 2  | <i>Article 2.</i> — Disposition nouvelle (textes abrogés).   |
| 3  | <i>Article 3.</i> — Titre I de l'instruction no 487/Cab./Civ. du 17 octobre 1947.  |
| 4  | <i>Article 4.</i> — Disposition nouvelle.  |
| 5  | <i>Article 5.</i> :<br><br>Titre I (alinéa 3) de l'instruction no 449/Cab./Civ. du 21 octobre 1947 ;<br><br>Titre I (alinéa 8) de l'instruction no 449/Cab./Civ. du 21 octobre 1947.                                     |
| 6  | <i>Article 6</i> — Titre I (alinéas 4 à 8) de l'instruction no 449/Cab./Civ. du 21 octobre 1947.   |
| 7  | <i>Article 7.</i> :<br><br>Titre II (alinéas 1 et 2) de l'instruction no 437/Cab./Civ. du 17 octobre 1947.<br><br>Additif no 2614 FFCI/Adm. du 23 décembre 1947.   |
| 8  | <i>Article 8</i> :<br><br>Alinéa 1 : titre II (alinéa 3) de l'instruction no 437/Cab./Civ. du 17 octobre 1947.<br><br>Alinéas 2 à 6 : alinéas 2, 3, 4 et 5 (1o) de la circulaire no 382/Cab./FA/FFCI du 18 février 1948. |
| 9  | <i>Article 9.</i> — Titre I (alinéa 1) de l'instruction no 449/Cab./Civ. du 21 octobre 1947.   |
| 10 | <i>Article 10.</i> — Disposition nouvelle.   |
| 11 | <i>Article 11.</i> — Titre I (alinéa 12) de l'instruction no 449/Cab./Civ. du 21 octobre 1947.   |
| 12 | <i>Article 12.</i> — Titre I (alinéas 13 et 14) de l'instruction no 449/Cab./Civ. du 21 octobre 1947.  |
| 13 | <i>Article 13.</i> — Disposition nouvelle.   |
| 14 | <i>Article 14.</i> — Titre II de l'instruction no 449/Cab./Civ. du 21 octobre 1947.  |
| 15 | <i>Article 15.</i> — Disposition nouvelle.   |
| 16 | <i>Article 16.</i> :<br><br>Alinéa 1 : circulaire no 235/Cab./FA/FFCI du 5 février 1948.<br><br>Alinéa 2 : alinéa 5 (2o) de la circulaire no 382/Cab./FA/FFCI du 18 février 1948.  |

---

(1) Cette annexe est présentée à titre documentaire et à l'unique attention des organismes de l'administration centrale chargés de conserver les volumes anciens archivés.

Cabinet du ministre.

Instruction n° 179654/PM/6 du  
7 novembre 1953.

Sous-direction des bureaux du cabinet.

Bureau « Résistance ».

Format 21 × 29,7.

N°

REPUBLIQUE FRANÇAISE.

**NOTIFICATION.**

Par arrêté en date du

sur proposition de la commission nationale d'homologation, a été prononcée l'homologation au grade de

au titre de la *Résistance intérieure française*,

en faveur de M.

né le

*Mort pour la France*, le **(1)**

Date de prise de rang :

Fait à Paris, le

La nomination a paru au *Journal officiel* du

---

**Pris connaissance et reçu l'exemplaire de la présente notification.**

M.

N°

A

, le

*Signature,*

Ce talon doit être adressé en retour à l'adresse suivante :

Ministère de la défense  
Sous-direction des bureaux du cabinet  
Bureau « Résistance »  
14, rue Saint-Dominique - 00450 Armées.

---

**(1)** En cas de disparition, la date de décès est remplacée par la mention « Disparu ».

MINISTERE DE LA DEFENSE.

\_\_\_\_\_  
**Cabinet du ministre.**  
\_\_\_\_\_

*Sous-direction des bureaux du cabinet.*  
\_\_\_\_\_

Bureau « Résistance ».  
\_\_\_\_\_

N°

**Imprimé n° 308\*/30**  
(ex-modèle n° 315/015 bis).  
\_\_\_\_\_

Instruction n° 179654/PM/6 du  
7 novembre 1953.  
\_\_\_\_\_

Format 21 × 29,7.

REPUBLICQUE FRANÇAISE.  
\_\_\_\_\_

**NOTIFICATION.**  
\_\_\_\_\_

Par arrêté en date du  
sur proposition de la commission nationale d'homologation, a été prononcée l'homologation au grade de  
au titre de la *Résistance intérieure française*,  
en faveur de M.  
né le  
Date de prise de rang :

Fait à Paris, le

La nomination a paru au *Journal officiel* du

---

**Accusé de réception.**  
\_\_\_\_\_

M  
domicilié  
a reçu la présente notification d'homologation au grade de  
n°

A

, le

*Signature,*

Cet accusé de réception doit être renvoyé, dûment complété, à l'adresse suivante :

Ministère de la défense  
Sous-direction des bureaux du cabinet  
Bureau « Résistance »  
14, rue Saint-Dominique - 00450 Armées

- (1) A remplir par l'ayant droit ou l'ayant cause.
- (2) Supprimer la déclaration inutile.
- (3) Nom, prénoms et degré de parenté de l'ayant droit décédé.
- (4) Degré de parenté.